

ANARCHISME ET DICTATURE

...

Umanità nova - 19 juin 1920

En réponse à un article signé «Maxim» invitant les anarchistes à former un seul parti avec les communistes:

L'auteur de cet article est une personne connue et estimée qui a longtemps vécu en Russie, qui a pris part au mouvement révolutionnaire de ce pays et qui entretient d'étroites relations avec les personnalités les plus importantes de ce mouvement.

Il semble donc habilité à parler de la «Troisième Internationale» (ou plutôt des idées de ceux qui préconisent la «Troisième Internationale» parce qu'elle ne nous semble pas encore avoir d'existence réelle en tant qu'organisation). Et c'est avec plaisir que nous publions son article qui donne de la question une version différente, nous semble-t-il, de celle que certains voudraient accréditer.

Il est bon d'entendre tous les sons de cloche.

Quant à nous, nous maintenons notre position: l'expectative.

Notre ami Maxim, qui est habité du feu sacré révolutionnaire, est naturellement très tolérant envers nous. Il regrette fort qu'il n'y ait pas place dans notre Congrès pour les communistes non anarchistes et il espère, à notre grande honte presque, que les communistes convoqueront un congrès auquel les anarchistes auront libre accès et où ils auront la liberté absolue d'exposer leurs idées. Nous profiterons certainement de l'occasion pour faire notre propagande et pour chercher si possible un terrain d'action commune. Fort bien, mais... qu'en dit Bordiga?

Au fond, Maxim voudrait que les anarchistes adhèrent au parti communiste. Mais si, comme semble le croire Maxim, il n'y a pas de différence suffisante pour être divisés, pourquoi ne serait-ce pas aux communistes de se fondre dans le mouvement anarchiste?

Mais voilà: il y a une différence et une différence radicale que Maxim lui-même met en évidence: c'est la façon différente de concevoir la révolution et la manière de la réaliser. Cette différence ne devrait pas empêcher un accord entre les communistes et les anarchistes pour une action commune contre l'ennemi commun, mais elle s'oppose, sans aucun doute, à une fusion des deux tendances.

Sur le plan théorique, nous sommes, nous, pour la liberté contre l'autorité; sur le plan pratique, nous sommes pour la libre action du peuple contre toute dictature.

Nous ne voulons pas, ici, exposer de nouveau notre programme par opposition au programme autoritaire. Nous nous contenterons de quelques remarques pour dissiper toute équivoque éventuelle.

Quand nous parlons du bien ou de l'intérêt général, nous entendons par là le bien de tous, c'est-à-dire de chaque individu, et non pas ce prétendu intérêt social qui a toujours été le mensonge qui a servi à justifier toutes les tyrannies. Et ce bien de tous ne peut être atteint qu'en garantissant à chacun la liberté individuelle la plus totale. L'intérêt général n'est pas au-dessus de l'intérêt du «particulier», comme

Maxim veut nous le faire dire: il doit être la somme des intérêts des particuliers; et quand les deux se trouvent en conflit, il faut qu'ils s'harmonisent sur la base de concessions mutuelles. Si, par contre, c'est un gouvernement qui doit autoritairement mettre fin à ces conflits, la prétendue harmonisation signifiera en pratique le sacrifice des intérêts du plus grand nombre au triomphe des intérêts des gouvernants et des amis des gouvernants.

Maxim dit que les libres communautés devront être défendues contre les retours offensifs de la réaction. C'est évident; mais la réaction que nous craignons le plus, nous, ce n'est pas tellement celle de la bourgeoisie, à laquelle nous enlèverons tout moyen d'attaque en lui enlevant la propriété; c'est celle de ceux qui aspirent à la dictature. Et puisque Maxim parle des divers Verdicaro d'Italie, nous lui faisons remarquer que c'est toujours dans les régions les plus arriérées d'un pays que les dictatures vont chercher la force qui leur permet d'assujettir les parties les plus avancées.

Une dernière remarque.

Maxim attribue à la dictature (c'est-à-dire aux dictateurs) une raison d'être spécifique: la défense de la société. Il ne se rend pas compte que tout l'ordre bourgeois et militaire que la révolution aurait dû détruire serait ainsi rétabli.

Les uns travaillent et les autres les défendent. Voilà comment ont toujours été expliquées et justifiées l'armée, la police, la magistrature et toutes les institutions oppressives et parasitaires.

L'un manie la bêche et l'autre l'épée; et, naturellement, celui qui a l'épée frappe et exploite celui qui a la bêche.

Ce genre de communisme, nous n'en voulons pas!

Nous pensons, nous, que celui qui travaille doit et peut se défendre; parce que si le travailleur a besoin d'engager un protecteur, il restera esclave... et n'aura que le sort qu'il mérite.

Errico MALATESTA.
